

Semaine de conférence éducative

La 1^{re} conférence éducative sur 7 jours (du 25 au 29.11) du CSHO a attiré 150 activistes



JOE RICCI
PRÉSIDENT, HÔPITAUX DE MISSISSAUGA



DEB HOWES
PRÉSIDENTE, HÔPITAL RENFREW VICTORIA



CAROLE LABRECHE
ACTIVISTE, HÔPITAL DE MATTAWA

ACTUALITÉS



Dawn Bellerose et Alison Caul, activistes, lors d'un rassemblement organisé par l'organisme Ontario Health Coalition le 30 novembre à Sault Ste Marie

Le CSHO réclame l'abandon du projet de loi 138 et des plans de privatisation des services

L'Ontario a pris des mesures pour permettre la prestation de services de santé par de nouvelles entités. Les services touchés pourraient inclure, entre autres, les services de laboratoire et de pharmacie, les services diagnostiques, les magasins, les services d'entretien et d'alimentation, de technologie de l'information, de buanderie ou encore de gestion des dossiers médicaux.

Ce projet de loi ouvre la voie à la création de cliniques dans le secteur privé et à la prestation par ce dernier de services tant médicaux que de soutien.

Suite en page 2

Le projet de loi 138 favorise des cliniques privées au détriment des hôpitaux

Le projet de loi 138 annonce une multiplication des cliniques privées, parce qu'il simplifie la marche à suivre en vue d'obtenir le permis requis pour en exploiter une.

Jusqu'ici, les cliniques privées ne peuvent pas offrir de nuitée. Cela aussi pourrait changer.

L'essor des cliniques privées pourrait se ressentir sur des activités telles que les services de diagnostic et les chirurgies ambulatoires.

Il facilitera la mise sur pied de cliniques par des médecins qui y offriront les interventions chirurgicales et diagnostiques ou autres les plus aisées et les plus lucratives – ce qui nuira à nos hôpitaux.

Les cliniques privées sont à raison de 97 % à but lucratif. Selon l'organisme Ontario Health Coalition, elles ont en général l'habitude d'exiger des paiements de leur clientèle.

Lancement d'une campagne d'opposition à la privatisation des services de santé

Merci de bien vouloir vous rendre sur ochu.on.ca pour faire savoir à votre députée provinciale ou député provincial que vous êtes contre toute privatisation des services médicaux ou des services de soutien assurés par le personnel hospitalier.

Une téléconférence entre responsables syndicaux est prévue pour le 9 décembre, à 16 heures, HNE, pour parler du projet de loi 138.

À 17 heures suivra une téléconférence pour les membres, qui les invitera à agir et envoyer un message à leur députée provinciale ou député provincial au sujet de ce projet de loi.

Le CSHO sur la ligne de piquetage avec le personnel enseignant, le 4 décembre.



Charlene Van Dyk, activiste à Lakeridge, est la nouvelle présidente du comité de coordination des travailleuses et travailleurs de la santé



Durant la semaine de conférence, Susan Thornton (assise à côté de Sharon Richer, secrétaire-trésorière du CSHO) a parlé avec émotion de la grève illégale du personnel hospitalier en 1981.



Barb DeRoche, présidente de la section locale du SCFP au Centre des sciences de la santé de Kingston, a réclamé un meilleur financement des hôpitaux.

